

Écouves

Écouves. Les élus écrivent aux ministres pour conserver leur cantine




Les élus en conseil municipal extraordinaire pour l'avenir de la cantine de l'école du Petit Prince. - Crédit: Ouest-France

La commune d'Écouves souhaite garder sa cantine scolaire. Pourtant elle n'en a pas la compétence, puisque c'est la CUA qui l'exerce. Écouves devra-t-elle plier devant cette réglementation ?

Élisabeth Motas, 3^e maire adjoint, en charge des affaires scolaires et de la communication explique les actions du conseil municipal pour sauver la cantine scolaire.

Vous êtes en désaccord avec la Communauté Urbaine d'Alençon, à propos de la cantine de l'école du Petit Prince sur le secteur de Radon. Pourquoi ?

Notre cantine fonctionne très bien, avec un taux de 83 % d'élèves qui y déjeunent. La cuisine est préparée sur place par du personnel municipal habitant Écouves. Nous appliquons les objectifs nationaux à savoir : 70 % des ingrédients fournis le sont par des producteurs locaux et 20 % des ingrédients sont bio. Nos déchets se résument principalement aux épluchures qui sont elles-mêmes déposées dans le composteur installé à cet effet. Bien sûr, il y a quelques emballages, mais le

moins possible. D'ailleurs, conformément aux demandes de la CUA, les bons résultats ont été prouvés par des pesages. Ce sont nos commerçants locaux qui nous fournissent une grande partie des ingrédients. Et ainsi, non seulement nous respectons les principes de l'Agenda 21, mis en place par la CUA pour le développement durable et les circuits courts, mais aussi, nous contribuons à la bonne santé de nos commerces.

La cantine est une charge importante pour une municipalité. Vous pourriez parfaitement laisser ce soin à la CUA. Pourquoi vouloir garder cette compétence à tout prix ?

Nous voulons continuer à proposer à nos enfants des repas familiaux, qui valorisent la gastronomie de notre pays. De nombreux parents d'élèves, après enquête menée auprès des familles en juin dernier, nous ont fait savoir qu'ils refusaient pour leurs enfants une cuisine industrielle. Qu'ils étaient prêts à payer un peu plus cher pour garder l'organisation actuelle et tous ses atouts. On souhaite aussi continuer la collaboration avec nos commerçants. Et puis, on sait de quoi on parle en termes de chiffres également, étude financière à l'appui.

Comment allez-vous continuer le combat ?

Un courrier récapitulatif de l'historique de notre cantine, ainsi que toutes nos démarches pour la conserver, a été rédigé et sera adressé prochainement aux élus et aux ministères concernés. Nous leur demandons leur aide, pour que les maires et leur conseil, conservent quelques marges de manœuvre pour faire vivre leur commune. C'est après tout les souhaits d'assouplissement qu'envisage notre gouvernement.